

LES FINANCES

RÉDUCTION PROPOSÉE DES TAUX D'INTÉRÊT DES BANQUES EN VUE D'AIDER L'INDUSTRIE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Je voudrais poser une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. N'envisage-t-il pas, alors que le taux d'escompte a été abaissé encore davantage hier aux États-Unis, d'insister auprès des banques à charte canadiennes pour qu'elles prennent une initiative analogue d'ici la fin de l'année, afin que les entreprises canadiennes puissent, elles aussi, étendre le champ de leurs activités et créer plus d'emplois par la même occasion?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Il me semble que si le député examinait les taux d'intérêt à court terme au Canada, il s'apercevrait qu'ils sont plus bas que ceux pratiqués aux États-Unis.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Si le ministre examinait le niveau général des taux d'intérêt aux États-Unis...

Des voix: Règlement!

L'hon. M. Hees: ...il verrait qu'ils ne cessent d'être ramenés à un niveau inférieur à ceux du Canada... et j'aimerais bien poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: C'est ce que j'allais suggérer à l'honorable député.

L'hon. M. Hees: Merci, monsieur l'Orateur; je tenais à corriger la déclaration du ministre. Vu qu'il n'a pas l'intention de demander aux banques à charte d'abaisser leurs taux d'intérêt, le ministre voudrait-il révéler à la Chambre quand il se propose de couper les ficelles par lesquelles Bergen dirige et manipule McCarthy?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre des Finances admettra que la question n'est pas recevable d'après la procédure.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA CONSULTATION DES PROVINCES AVANT LA PUBLICATION DU LIVRE BLANC

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Comme le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est absent, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Peut-il mettre la Chambre au fait des entretiens qui ont pu avoir lieu avec les divers gouvernements provinciaux avant la publication du Livre blanc du gouvernement sur la sécurité de revenu? Je pose cette question en raison de la réaction de certaines provinces, surtout de la province de Québec, qui a ses propres initiatives et ses propres intentions en ce qui concerne les programmes de sécurité de revenu.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne puis dire qu'il y a eu des entretiens autres que ceux qui se déroulent fréquemment de la façon normale mais, bien entendu, en publiant le Livre blanc, le gouvernement vise à recueillir les réactions non seulement des autres partis à la Chambre, mais encore des autres intéressés, par exemple les provinces. Le Livre blanc vient de paraître, et il constitue une forme de dialogue avec le pays. La Chambre sait qu'il y a quelques années le gouvernement a choisi la publication de livres blancs comme moyen de dialogue avec le pays en général et avec les provinces en particulier. Celui-là est le plus récent.

L'ÉTUDE DU LIVRE BLANC LORS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le très honorable premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si la discussion de ce Livre blanc sera à l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres qui doit avoir lieu en décembre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Aucune conférence n'est prévue pour le mois de décembre, monsieur le président.

M. Valade: J'aimerais formuler à nouveau ma question, monsieur l'Orateur.

Le très honorable premier ministre peut-il assurer la Chambre que ce sujet sera à l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres qui doit avoir lieu en février ou en juin?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, nous établirons l'ordre du jour de ces deux conférences de la façon habituelle, c'est-à-dire en consultation avec les provinces.

Si elles désirent inscrire l'étude de ce Livre blanc à l'ordre du jour, nous pourrons peut-être le considérer, mais je ferai remarquer à l'honorable député que le problème de la sécurité sociale et du supplément de revenu a déjà été discuté au cours des conférences antérieures, et la position du gouvernement fédéral, de même que celle des provinces à ce sujet, est bien connue.

* * *

LES TRANSPORTS

LES SUBVENTIONS AU TRANSPORT ROUTIER DANS LES MARITIMES

[Traduction]

M. Charles H. Thomas (Moncton): J'ai une question à poser au ministre des Transports. Le 10 juillet, le ministre a fait connaître son intention de prendre des dispositions au plus tôt afin de verser une subvention de 17.5 p. 100 au transport routier dans les Maritimes. Peut-il maintenant informer la Chambre de la date à laquelle nous pouvons espérer être saisis d'un projet de loi à cet égard?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je l'ai déposé vendredi dernier, monsieur l'Orateur.